

REPUBLIQUE FRANCAISE**Liberté Égalité Fraternité**

Département de la SEINE-MARITIME
Arrondissement de ROUEN
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE
Ville de MALAUNAY

ARRÊTÉ DU MAIRE
AUTORISATION D'OCCUPATION DOMAINE PUBLIC
AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRES

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-2 du Code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L.3321-1, L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 du Code de la santé publique,
Vu la loi n°91-32 du 10 janvier 1992 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme,
Vu le Code de la Route,
Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2021 relatif aux débits de boissons dans le Département de la Seine-Maritime.

Considérant la demande de l'Association des Parents Indépendants Ecoles Collège en date du 15 octobre 2024 d'ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la bourse aux livres et aux jouets le dimanche 1^{er} décembre 2024 de 9h à 17h30.

ARRETE

Article 1er : L'Association des Parents Indépendants Ecoles Collège est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 1^{ère} catégorie à l'occasion de la bourse aux livres et aux jouets le dimanche 1^{er} décembre 2024 de 9h à 17h30 dans la cour de l'école Miannay.

Article 2 : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes tels que définit à l'article L3321-1 du Code de la santé publique, soit :

- Les boissons de 1^{ère} catégorie (Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat),

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 4 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Police de Maromme, Monsieur le Chef de Service de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : En vertu de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen ou sur la plateforme dématérialisée www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la prise de l'arrêté, de son affichage et de sa notification.

Fait à Malaunay le 17/10/24



Guillaume COUTEY

Maire de MALAUNAY